ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 7 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "relatif aux mesures d'assainissement applicables à certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications, a donné le 10 décembre 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "betreffende saneringsmaatregelen toepasselijk op sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen", heeft de 10e december 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

L'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal n°97 du 28 septembre 1982 relatif à l'assainissement des finances de certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications dispose comme suit :

> "Ces mesures (les mesures d'assainissement visées dans l'alinéa 1er) produisent leurs effets dès qu'elles sont approuvées par un arrêté royal pris en vertu de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi".

Contrairement à ce que cette disposition annonçait, l'arrêté en projet ne porte aucune approbation des mesures d'assainissement qui auraient été proposées. Certaines de ses dispositions donnent au contraire à penser que les mesures proposées par la Société nationale des chemins de fer belges, la Société nationale des chemins de fer vicinaux et les sociétés de transports en commun intercommunaux auraient, par elles-mêmes, un caractère exécutoire, ce qui comporterait une modification implicite de l'arrêté royal n°97. Dans un souci de sécurité juridique, il serait nécessaire que le Gouvernement prenne des dispositions expresses, soit pour modifier l'arrêté royal n°97, soit pour approuver les propositions qui lui ont été faites conformément à cet arrêté. Les propositions de textes ci-après sont formulées sous réserve de cette observation.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Dans la mesure où le Gouvernement entendrait se dispenser, pour des raisons d'urgence, des consultations prescrites en la matière, il y aurait lieu de viser l'article 3, § 2, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

.../...

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Il serait logique que l'article 1er du projet détermine le champ d'application de l'arrêté, et que les définitions fassent l'objet de l'article 2. Il est donc suggéré d'intervertir les articles 1er et 2, pour lesquels un texte sera proposé ci-dessous.

Dans l'article 1er du projet, la fin du texte qui définit ce qu'il faut entendre par "organes de gestion" est peu compréhensible.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er. Sont soumises à l'application du présent arrêté :

- la Société nationale ... (la suite comme à l'article 2 du projet).

Article 2. Pour l'application du présent arrêté :

- le terme "organisme" désigne les personnes juridiques visées à l'article 1er;

- les termes "organes de gestion" désignent les organes qui, selon les règles organiques ou statutaires, sont compétents pour exécuter, soit par le moyen de décisions, soit par l'établissement des documents requis, les obligations imposées par le présent arrêté ou en vertu de celui-ci;

- les termes "le Ministre" désignent le Ministre qui a les transports en commun dans ses attributions".

.../...

Article 3.

L'intention du Gouvernement est d'imposer une exécution rigoureuse des budgets en tenant compte, toutefois, des subvention prévues dans le budget du Ministère des Communications pour ces organismes et de la quote-part de chacun de ces organismes dans ces subventions.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 3. Chaque organisme doit exécuter son budget d'exploitation de l'exercice 1983 de manière à en respecter l'équilibre, compte tenu des crédits inscrits au budget du ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, pour l'exercice 1983, et de la quote-part de chaque organisme dans ces crédits, qui est prise en considération pour l'élaboration des plans d'assainissement proposés en application de l'arrêté royal n°97 du 28 septembre 1982 relatif à l'assainissement des finances de certains organismes d'intérêt public dépendant du ministère des Communications".

Article 4.

L'article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 4. Chaque organisme doit exécuter, de manière à en respecter l'équilibre, ses budgets d'exploitation pour les exercices 1984 à 1988, compte tenu d'une intervention financière de l'Etat calculée sur la base de l'intervention financière octroyée pour l'exercice précédent, diminuée d' un pourcent mais à laquelle est appliqué un taux d'augmentation qui ne peut pas dépasser le taux de croissance des crédits destinés aux dépenses courantes de l'Etat, déduction faite des crédits relatifs à la dette publique".

.../...

Article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5. Afin d'assurer l'équilibre des budgets d'exploitation pour les exercices 1983 à 1988, les organes de gestion prennent toutes les mesures utiles et, en particulier, les décisions nécessaires à l'exécution des plans d'assainissement proposés en application de l'arrêté royal n°97 du 28 septembre 1982".

Article 6.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Les organes de gestion prennent ou proposent, suivant le cas, des mesures complémentaires :

a. ... (comme au projet);
b. ... (comme au projet);
c. si, après avoir été proposées, des mesures qui ne relèvent pas du pouvoir de décision des organes de gestion ne sont pas réalisées en tout ou en partie;
d. si des mesures légales ou réglementaires de nature générale sont prises qui ont des répercussions financières ou budgétaires pour un ou plusieurs des organismes".

Le paragraphe 2 devrait être libellé comme suit :

"§ 2. Les organes de gestion précisent les plans et les mesures d'assainissement proposés lorsque, suivant l'avis du Ministre, ceux-ci ne sont pas suffisamment explicites".

.../...

Article 7.

Selon l'alinéa 2, les organismes soumettent leur budget et leurs plans à l'approbation du Ministre dans le délai fixé par lui.

La Société nationale des chemins de fer belgeset la Société nationale des chemins de fer vicinaux sont des organismes d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, rangés dans la catégorie B.

Selon l'article 3, § 2, de la loi précitée,

"le projet de budget des organismes des catégories B et C est établi par les organes de gestion et approuvé par le Ministre dont l'organisme relève et le Ministre des Finances".

Selon le paragraphe 3 du même article,

"Le Roi, sur la proposition du Ministre des Finances, fixe la date pour laquelle les projets de budget sont établis et règle leur transmission aux autorités compétentes".

Selon l'arrêté royal du 24 février 1970 fixant à nouveau les dates pour lesquelles les projets de budget des organismes d'intérêt public doivent être établis et réglant leur transmission aux autorités compétentes, pour les organismes des catégories B et C, les budgets doivent être établis et transmis aux autorités compétentes avant le 15 avril de l'année qui précède l'année budgétaire.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement n'est pas de déroger aux dispositions légales et réglementaires qui viennent d'être citées, mais, étant donné l'ampleur et la complexité des budgets des organismes concernés par le projet, de permettre au Ministre de disposer d'un délai d'examen suffisant.

.../...

L'intention du Gouvernement serait plus correctement exprimée si l'alinéa 2 de l'article 7 ne visait que les avant-projets de budget.

Comme les sociétés de transports intercommunaux ne tombent pas sous l'application de la loi du 16 mars 1954, il est nécessaire de prévoir que leur budget doit être approuvé par le Ministre.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7. Les organes de gestion doivent établir en équilibre leur budget annuel d'exploitation pour chaque année jusqu'en 1988. A ce budget, sont joints les plans d'exploitation, d'investissement et de financement.

La Société nationale des chemins de fer belges et la Société nationale des chemins de fer vicinaux soumettent à l'examen du Ministre, dans le délai qu'il fixe, leur avant-projet de budget et les plans mentionnés à l'alinéa 1er.

La Société nationale de transports intercommunaux soumettent à l'approbation du Ministre, dans le délai qu'il fixe, leur projet de budget et les plans mentionnés à l'alinéa 1er.

Aux documents visés aux alinéas 2 et 3 sont jointes des prévisions de budget et de plans pour les exercices ultérieurs".

Article 8.

Il conviendrait de rédiger l'article de la manière suivante :

"Article 8. Nonobstant les articles 3 à 7, les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public demeurent d'application à la Société nationale des chemins de fer belges et à la Société nationale des chemins de fer vicinaux".

Article 9.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 9. L'article 23 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal n°4 du 18 avril 1967 et par l'arrêté royal n°88 du 11 novembre 1967, est complété par l'alinéa suivant :

"Le présent article s'applique aux sociétés de transports intercommunaux".

Article 10.

Le texte suivant est proposé :

"Article 10. L'article 6 de la loi du 17 juin 1953 portant organisation des transports en commun de la région bruxelloise, modifié par la loi du 22 février 1961, est complété par l'alinéa suivant :

"La société est autorisée à affermer des services publics d'autobus".

Article 11.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11. L'article 9 de la loi du 22 février 1961 relative à la création de sociétés de transports en commun urbains est complété par l'alinéa suivant :

"Les sociétés sont autorisées à affermer des services publics d'autobus".

.../...

Article 12.

L'article 2bis, que le projet tend à insérer dans la loi relative à la police de la circulation routière, manque de clarté en ce qui concerne la consultation des commissions consultatives.

Si l'on peut déduire de l'alinéa 3 que le Ministre ne peut prendre d'office un règlement complémentaire sans avoir demandé l'avis de la commission, il n'apparaît pas que le règlement complémentaire communal pris sur l'invitation du Ministre doive être soumis à l'avis de la commission.

La consultation des commissions consultatives est obligatoire avant l'approbation de tout règlement complémentaire pris par les conseils communaux en application de l'article 2 de la loi précitée, avant tout règlement pris par les Ministres intéressés en application de l'article 3, avant le règlement pris d'office par le Ministre en application de l'alinéa 2 de l'article 2bis en projet. On n'aperçoit pas la raison pour laquelle le règlement pris par un conseil communal en application de l'article 2bis précité ne devrait pas être soumis, avant son approbation, à l'avis des commissions consultatives.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'avis des commissions consultatives doit être demandé, dans tous les cas, avant tout règlement complémentaire, ministériel ou communal.

Pour exprimer cette intention, le texte suivant est proposé pour l'article 2bis :

"Article 2bis. En vue de maîtriser les coûts d'exploitation des sociétés de transports en commun, le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions peut inviter les conseils communaux

.../...

à délibérer sur les mesures qu'il propose pour faciliter la circulation des transports en commun sur le territoire de la commune.

Les règlements complémentaires arrêtés par les conseils communaux sur l'invitation du Ministre sont soumis à l'approbation de celui-ci, qui prend l'avis des commissions consultatives intéressées créées en application de l'article 7, alinéa 1er. Si les commissions consultatives n'ont pas donné leur avis dans les soixante jours de la réception du règlement complémentaire, le Ministre peut approuver ce règlement.

Si les conseils communaux n'ont pas donné suite à l'invitation du Ministre dans le délai qu'il a fixé, ou si le Ministre ne peut marquer son accord sur le règlement complémentaire arrêté par les conseils communaux, il peut arrêter le règlement complémentaire après avoir pris l'avis des commissions consultatives intéressées.

Si les commissions consultatives n'ont pas donné leur avis dans les soixante jours de la réception du règlement complémentaire, ce règlement peut être mis en vigueur".

Article 13.

Le texte suivant est proposé :

"Article 13. Dans l'article 12, alinéa 1er, de la même loi coordonnée, les mots "des articles 2, 3 et 4 des présentes lois coordonnées" sont remplacés par les mots "des articles 2, 2bis, 3 et 4 de la présente loi coordonnée".

Article 14.

La phrase liminaire de l'article devrait être rédigée comme suit :

.../...

"L'article 17 de la même loi coordonnée est remplacé par la disposition suivante :".

Article 16.

La solution choisie, qui consiste à modifier, par voie d'arrêté de pouvoirs spéciaux, le règlement de la Caisse d'aide sociale aux agents salariés de la Société nationale des chemins de fer vicinaux mis en chômage, présente l'inconvénient de donner aux dispositions modifiées par ce moyen la force de dispositions législatives, avec la conséquence qu'elles ne pourront plus être modifiées à l'avenir que par une loi.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le Gouvernement est conscient de ce que le procédé choisi fera coexister, dans un même règlement, des dispositions de valeur juridique inégale.

+

Au paragraphe 5, alinéa 2, les mots "alinéa précédent" doivent être remplacés par "alinéa 1er".

Aux paragraphes 7 et 8, les mots "y compris" doivent être omis.

A la fin du paragraphe 9, dans le texte français, l'adjectif "licenciés" doit être ajouté à l'intitulé de l'arrêté royal du 19 février 1975.

Le paragraphe 10 devrait être rédigé comme suit :

"§ 10. Le Roi fixe la date à laquelle les paragraphes 4 et 5 cessent de produire leurs effets.

.../...

Il fixe la date à laquelle la limite d'âge prévue à l'article 4 du Règlement de la Caisse d'aide sociale à certains travailleurs licenciés de la Société nationale des chemins de fer vicinaux est portée de cinquante-cinq à cinquante-huit ans".

Article 17.

Il conviendrait de présenter la disposition comme suit :

"Article 17. Est abrogé l'article 7 de la loi du ... (la suite comme au projet)".

ALGEMENE OPMERKING.

Artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 97 van 28 september 1982 betreffende het saneren van de financiën van sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen, bepaalt :

> "Deze maatregelen (de in het eerste lid bedoelde saneringsmaatregelen) zullen in werking treden op het ogenblik dat ze goedgekeurd worden door een koninklijk besluit dat krachtens de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, wordt genomen".

In tegenstelling met hetgeen die bepaling aankondigde, houdt het ontwerp-besluit in geen enkel opzicht goedkeuring in van de saneringsmaatregelen die zouden zijn voorgesteld. Sommige bepalingen van het ontwerp wekken integendeel de indruk dat de maatregelen die door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en de maatschappijen voor intercommunaal vervoer worden voorgesteld, uit zichzelf werkzaam zouden zijn, hetgeen een impliciete wijziging van het koninklijk besluit nr. 97 zou inhouden. Ter wille van de rechtszekerheid is het noodzakelijk dat de Regering uitdrukkelijke voorzieningen treft, hetzij om het koninklijk besluit nr. 97 te wijzigen, hetzij om de voorstellen die haar overeenkomstig dat besluit zijn gedaan, goed te keuren. De hiernavolgende tekstvoorstellen worden onder voorbehoud van deze opmerking gedaan.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

In de mate dat de Regering, wegens de dringende noodzakelijkheid, mocht willen voorbijgaan aan de ter zake voorgeschreven raadplegingen, zou moeten worden verwezen naar artikel 3, § 2, van

./.

de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Het zou logisch zijn dat artikel 1 van het ontwerp het toepassingsgebied van het besluit zou bepalen en dat de begripsomschrijvingen in artikel 2 zouden worden gegeven. Derhalve wordt voorgesteld de artikelen 1 en 2, waarvoor hierna een tekst zal worden voorgesteld, in omgekeerde volgorde op te nemen.

In artikel 1 van het ontwerp is het slot van de tekst die bepaalt wat onder "beheersorganen" moet worden verstaan, weinig bevattelijk.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. Aan de toepassing van dit besluit zijn onderworpen :

- De Nationale Maatschappij ... (voorts zoals in artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 2. Voor de toepassing van dit besluit

- doelt de term "instelling" op de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen;

- doelt de term "beheersorganen" op de organen die krachtens de organieke of statutaire regels bevoegd zijn om, hetzij door het nemen van beslissingen, hetzij door het vaststellen van de vereiste documenten, de door of krachtens dit besluit opgelegde verplichtingen uit te voeren;

- doelt de term "de Minister" op de Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort".

/

Artikel 3.

Het ligt in de bedoeling van de Regering een strikte uitvoering van de begrotingen op te leggen, waarbij evenwel rekening wordt gehouden met de toelagen die op de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen voor die instellingen zijn uitgetrokken en met ieders aandeel daarin.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.

Iedere instelling moet haar exploitatiebegroting voor het dienstjaar 1983 zo uitvoeren dat ze in evenwicht is, rekening houdend met de op de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het dienstjaar 1983 uitgetrokken kredieten, en met het aandeel van elke instelling daarin dat in aanmerking wordt genomen voor het opmaken van de saneringsplannen voorgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit nr.97 van 28 september 1982 betreffende het saneren van de financiën van sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen".

Artikel 4.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.

Iedere instelling moet haar exploitatiebegrotingen voor de dienstjaren 1984 tot 1988 zo uitvoeren dat ze in evenwicht zijn, rekening houdend met een financiële staatsbijdrage berekend op basis van de voor het vorige dienstjaar toegekende financiële bijdrage die verminderd wordt met één percent maar waarop een groeivoet wordt toegepast die de groeinorm van de kredieten bestemd voor de lopende uitgaven van de Staat, na aftrek van de kredieten met betrekking tot de overheidsschuld, niet te boven mag gaan".

Artikel 5.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 5.

Met het oog op het evenwicht van de exploitatiebegrotingen voor de dienstjaren 1983 tot 1988 nemen de beheersorganen alle nuttige maatregelen en inzonderheid de beslissingen die nodig zijn voor de uitvoering van de saneringsplannen voorgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 97 van 28 september 1982".

Artikel 6.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§1. De beheersorganen nemen bijkomende maatregelen of stellen die voor, naargelang van het geval :

a. ... (zoals in het ontwerp);
b. ... (zoals in het ontwerp);
c. als maatregelen die buiten de beslissingsmacht van de beheersorganen liggen, nadat ze voorgesteld zijn, noch geheel noch gedeeltelijk verwezenlijkt worden;
d. ... (zoals in het ontwerp)."

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden gesteld :

"§ 2. De beheersorganen verduidelijken de voorgestelde saneringsplannen en - maatregelen als deze, naar het oordeel van de Minister, onvoldoende uitgewerkt zijn".

./.

Artikel 7.

Volgens het tweede lid onderwerpen de instellingen hun begrotingen en hun plannen aan de goedkeuring van de Minister binnen de termijn die hij bepaalt.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen zijn instellingen van openbaar nut die onder toepassing vallen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut; zij zijn ingedeeld in categorie B.

Artikel 3, § 2, van de genoemde wet bepaalt dat

"het ontwerp van begroting van de organismen van de categorieën B en C wordt opgemaakt door de organen van beheer en goedgekeurd door de minister van wie het organisme afhangt en door de Minister van Financiën".

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel bepaalt :

"Op de voordracht van de Minister van Financiën stelt de Koning de datum vast,waarop de ontwerpen van begroting worden opgemaakt, en regelt Hij de mededeling hiervan aan de bevoegde overheden".

Volgens het koninklijk besluit van 24 februari 1970 houdende vaststelling van de data op dewelke de ontwerpen van begroting van de instellingen van openbaar nut moeten opgesteld zijn en waarbij het overmaken van deze ontwerpen aan de bevoegde overheden wordt geregeld, moeten de begrotingen, voor de instellingen van de categorieën B en C, opgemaakt en aan de bevoegde overheden gezonden worden vóór 15 april van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat.

Volgens de uitleg die door de gemachtigde ambtenaar is verstrekt, ligt het niet in de bedoeling van de Regering af te wijken van de aangehaalde wets-en verordeningsbepalingen, maar wil zij, gelet op de omvang en de complexiteit van de begrotingen van de door het ontwerp bedoelde instellingen, de Minister een voldoende onderzoekstermijn laten.

De bedoeling van de Regering zou juister weergegeven zijn als het tweede lid van artikel 7 alleen op de voorontwerpen van begroting betrekking zou hebben.

Aangezien de maatschappijen voor intercommunaal vervoer niet onder toepassing van de wet van 16 maart 1954 vallen, is het nodig te bepalen dat hun begroting door de Minister moet worden goedgekeurd.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 7.

De beheersorganen moeten hun jaarlijkse exploitatiebegroting voor elk jaar tot 1988 in evenwicht opstellen. Bij die begroting worden de exploitatie-, investerings-en financieringsplannen gevoegd.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen leggen hun voorontwerp van begroting en de in het eerste lid vermelde plannen voor onderzoek voor aan de Minister binnen de termijn die hij bepaalt.

De maatschappijen voor intercommunaal vervoer leggen hun ontwerp-begrotingen en de in het eerste lid vermelde plannen ter goedkeuring voor aan de Minister binnen de termijn die hij bepaalt.

Bij de documenten bedoeld in het tweede en het derde lid worden ramingen gevoegd betreffende de begroting en de plannen voor de latere dienstjaren".

./.

Artikel 8.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 8.

Niettegenstaande de artikelen 3 tot 7, blijven de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en op de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen".

Artikel 9.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 9.

Artikel 23 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967 en bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967, wordt aangevuld met het volgende lid :

"Dit artikel is van toepassing op de maatschappijen voor intercommunaal vervoer".

Artikel 10.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.

Artikel 6 van de wet van 17 juni 1953 op de inrichting van het gemeenschappelijk vervoer in de streek van Brussel, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1961, wordt aangevuld met het

volgende lid :

"De maatschappij is gemachtigd om openbare autobusdienste te verpachten".

Artikel 11.

De volgende tekst wordt in overweging gegeven :

"Artikel 11.

Artikel 9 van de wet van 22 februari 1961 betreffende de oprichting van maatschappijen voor stedelijk vervoer wordt aangevuld met het volgende lid :

"De maatschappijen zijn gemachtigd om openbare autobusdiensten te verpachten".

Artikel 12.

Het artikel 2bis dat het ontwerp wil invoegen in de wet betreffende de politie over het wegverkeer is, wat de raadpleging van de raadgevende commissies betreft, niet geheel duidelijk.

Kan uit het derde lid worden afgeleid dat de Minister niet vermag ambtshalve een aanvullend reglement vast te stellen zonder het advies van de commissie te hebben ingewonnen, er blijkt niet dat het op verzoek van de Minister vastgestelde aanvullend gemeentelijk reglement aan de commissie ter fine van advies dient te worden voorgelegd.

Raadpleging van de raadgevende commissies is verplicht vóór de goedkeuring van enig aanvullend reglement dat door de gemeenteraden wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van de voor-

./.

noemde wet, vóór enig reglement dat door de betrokken ministers wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 3 en vóór enig reglement dat door de minister ambtshalve wordt vastgesteld overeenkomstig het tweede lid van het ontworpen artikel 2bis. Het is niet duidelijk waarom het reglement dat door een gemeenteraad wordt vastgesteld overeenkomstig het ontworpen artikel 2bis niet vóór de goedkeuring ervan aan het advies van de raadgevende commissies zou moeten worden onderworpen.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld moet het advies van de raadgevende commissies in alle gevallen vóór enig aanvullend ministerieel of gemeentelijk reglement worden gevraagd.

Om die bedoeling te verwoorden wordt voor artikel 2bis de volgende redactie in overweging gegeven :

"Artikel 2bis. Om de exploitatiekosten van de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer te beheersen, kan de minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort de gemeenteraden verzoeken te beraadslagen over de maatregelen die hij voorstelt om het verkeer van het gemeenschappelijk vervoer op het grondgebied van de gemeente te vergemakkelijken.

De aanvullende reglementen die door de gemeenteraden worden vastgesteld op verzoek van de minister behoeven de goedkeuring van deze laatste, die het advies van de betrokken, overeenkomstig artikel 7, eerste lid, opgerichte raadgevende commissies inwint. Hebben de raadgevende commissies geen advies gegeven binnen zestig dagen na de ontvangst van het aanvullend reglement, dan kan de minister dat reglement goedkeuren.

Indien de gemeenteraden aan het verzoek van de minister geen gevolg hebben gegeven binnen de door hem gestelde termijn of indien de minister niet kan instemmen met het door de gemeenteraden vastgestelde aanvullend reglement kan hij het aanvullend reglement vaststellen na het advies van de betrokken raadgevende commissies te hebben ingewonnen.

./.

Indien de raadgevende commissies geen advies hebben gegeven binnen zestig dagen na de ontvangst van het aanvullend reglement kan het reglement in werking worden gesteld".

Artikel 13.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 13.

In artikel 12, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wet worden de woorden "de artikelen 2, 3 en 4 van deze gecoördineerd wetten" vervangen door de woorden "de artikelen 2, 2bis, 3 en 4 van deze gecoördineerde wet".

Artikel 14.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 17 van dezelfde gecoördineerde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : ".

Artikel 16.

De door de Regering gekozen oplossing, die erin bestaat het reglement van de Kas voor sociale hulp aan de werkloos gestelde loontrekkenden van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen te wijzigen via een bijzondere-machtenbesluit, heeft het nadeel dat de gewijzigde bepalingen daardoor de kracht van wetsbepalingen krijgen met als gevolg dat zij in de toekomst alleen nog door een wet zullen kunnen worden gewijzigd.

./.

Naar de Raad van State is verklaard, is de Regering zich ervan bewust dat er tengevolge van de gekozen werkwijze in eenzelfde reglement bepalingen met ongelijke rechtskracht zullen komen te staan.

*

In paragraaf 5, tweede lid, moeten de woorden "het voorgaand lid" worden vervangen door "het eerste lid".

In de paragrafen 7 en 8 moeten de woorden "en met" en het woord "hiervoor" vervallen.

Aan het eind van paragraaf 9 moet in de Franse tekst van het opschrift van het koninklijk besluit van 19 februari 1975 het woord "licenciés" worden toegevoegd.

Paragraaf 10 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 10. De Koning bepaalt de datum waarop de paragrafen 4 en 5 ophouden uitwerking te hebben.

Hij bepaalt de datum waarop de leeftijdsgrens bedoeld in artikel 4 van het Reglement van de Kas voor sociale hulp aan sommige afgedankte werknemers van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen van vijfenvijftig jaar op achtenvijftig jaar wordt gebracht".

Artikel 17.

Die bepaling zou als volgt moeten worden ingekleed :

"Artikel 17.

Opgeheven wordt artikel 7 van de wet van ... (voort zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.